

**SEANCE DU BUREAU DU 25 MARS 2021
DECISION N° 2021-036- DB**

Date d'affichage : 1 avril 2021	<p>Le vingt cinq mars deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix huit mars deux mille vingt et un.</p>
<p>Nombre de membres : 52 En exercice : 52 Quorum : 27</p>	<p>Membres présents en séance :</p>
<p>Présents: 42 Excusé(s) : 6 dont pouvoir(s) : 5 Absent(s) : 4</p>	<p>Présents : (42) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA.</p>
<p>Nombre de votants : 47</p>	<p>Excusé(s) : (6) Anatole MICHEAUD, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Thierry MORISSET, Alain BOISSONNOT, Béatrice BERTRAND</p>
<p>Secrétaire de séance :</p>	<p>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE à Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT à Christian GALLÉ, Béatrice BERTRAND à Sylvie PRISSET</p>
<p>M. Pierre-Yves DOUET.</p>	<p>Absent(s) : (4) Didier ROUSSEAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD</p>

ZI DE MÉRON - RÉALISATION D'UNE RÉSERVE NATURELLE RÉGIONALE (RNR) - DEMANDE DE SUBVENTION TOME 1 À LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est gestionnaire de la zone industrielle et logistique de Méron à Montreuil-Bellay. Cette zone industrielle est régie par l'application de deux arrêtés (préfectoral et ministériel) afin de permettre la commercialisation du foncier économique restant.

Parmi les mesures d'application de ces arrêtés, figure la création d'une Réserve Naturelle Régionale de 210 Ha qui sera constituée de terrains acquis par la Collectivité et de terrains privés. Cette réserve aura pour objectifs de maintenir la biodiversité floristique et faunistique, mais aussi de recréer des espaces propices aux différentes espèces afin de compenser les futures destructions dans la zone industrielle par les constructions de bâtiments. La décision finale de création d'une Réserve Naturelle Régionale, après avis, est de la compétence du Conseil Régional des Pays de la Loire.

La création d'une R.N.R. s'organise en deux étapes :

- la rédaction d'une étude d'opportunité : cette étape vise à prouver l'intérêt d'une Réserve Naturelle Régionale sur le secteur considéré,

Agglomération Saumur Val de Loire
049-200071876-20210407-2021-036-DB-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

- l'élaboration d'un plan de gestion : ce plan doit proposer des gestions différentes selon le secteur de la RNR et selon les objectifs (faune, flore, habitats, etc.).

L'étude d'opportunité a été présentée en CSRPN (Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel) le 21 novembre 2019. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a obtenu un avis favorable assorti de plusieurs recommandations.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire travaille actuellement à l'élaboration du Plan de Gestion, pour cela :

- un agent de la Communauté d'Agglomération est dédié à 100 % pour assurer les missions de rédaction du Plan de Gestion et de certaines études ainsi que l'animation de la partie concertation,

- des prestations techniques du PNR Loire-Anjou-Touraine sont nécessaires : expertises ponctuelles, aide à la rédaction du Plan de Gestion. Ces missions sont réalisées dans le cadre de deux conventions établies entre le PNR Loire-Anjou-Touraine et la Communauté d'Agglomération :

- * une convention technique et financière établie entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et le PNR pour l'année 2021
- * une convention de partenariat spécifique pour la ZI de Méron,

- une prestation ponctuelle de la LPO.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se décompose comme suit :

Dépenses		Recettes	
Poste de chargé de mission sur 1 an	36373€	Région des Pays de la Loire (50%)	27211,50€
Prestations techniques du PNR	17300€	CASVL (autofinancement)	27211,50€
Prestation LPO	750€		
TOTAL	54423€	TOTAL	54423€

Il est proposé de solliciter une subvention auprès de la Région des Pays-de-la-Loire,

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président et au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n° 2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-341-0008 en date du 6 décembre 2012, autorisant la destruction et l'enlèvement en vue de leur transplantation ou de semis d'espèces végétales protégées, la destruction, la perturbation intentionnelle, la capture d'espèces animales protégées, la destruction, l'altération, la dégradation des sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre de l'aménagement et de l'urbanisation de la ZI de Méron sur la Commune de Montreuil-Bellay ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 28 mars 2013 de dérogation en faveur de l'Outarde Canepetière pour la ZI de Méron sur Montreuil-Bellay ;

Vu la délibération n° 2012-026-DC du Conseil Communautaire en date du 29 mars 2012 adoptant le projet de création d'une RNR sur la ZI de Méron à Montreuil-Bellay ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210407-2021-036-DB-A-DE
Date de réception en préfecture : 07/04/2021

Vu la décision n° 2016-047-DB du Bureau Communautaire en date du 15 juin 2016, approuvant la convention de partenariat passée entre la Communauté d'Agglomération et le PNR LAT pour la réalisation d'une étude d'opportunité préalable à la création d'une Réserve Naturelle Régionale (RNR) à Montreuil-Bellay, complétée par la décision n° 2018-005-DB du Bureau Communautaire du 24 janvier 2018 approuvant l'avenant n° 1 ;

Considérant l'exposé ci-dessus, il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire :

- **DE SOLLICITER** une subvention au taux le plus élevé possible auprès de la Région des Pays de la Loire, dans le cadre du dispositif des Réserves Naturelles Régionales,

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer tous documents nécessaires à ce financement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 47 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021 Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte	8. Domaine et compétence par thèmes	8.4 Aménagement du territoire
-------------------	-------------------------------------	-------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »